



Togo-Objectif 2010

MIEUX VOTER, BIEN COMPTER, VRAI RESTITUER

Deuxième Conférence-débat
Paris, Assemblée Nationale, Samedi 16 mai 2009

RAPPORT GÉNÉRAL

RESUME OPERATIONNEL

La 2^e Conférence organisée par Synergie - Togo, Association de la société civile togolaise, a eu lieu, le 16 mai 2009 à Paris, dans les locaux de l'Assemblée nationale française, dans ce haut lieu de la vie démocratique de la nation française depuis des siècles. À la suite de la Conférence fondatrice de Synergie - Togo du 14 février qui introduit l'ensemble des thématiques de la trilogie,

TOGO - OBJECTIF 2010 : MIEUX VOTER, BIEN COMPTER, VRAI RESTITUER,

La séance de ce jour a traité et approfondi la réflexion sur le second thème **BIEN COMPTER**, dans la perspective des élections présidentielles de 2010.

Ainsi, le **BIEN COMPTER** a été décliné à travers 5 conférences dont celle du Docteur Victor ALIPUI, Président du **Groupe de réflexion et d'action pour le dialogue, la démocratie et le développement (GRAD)**, invité spécial. Au cours de la session, plusieurs représentants des organisations de la société civile et des partis politiques ont pu également apporter leurs éclairages sur la problématique des élections de 2010.

Globalement, le **BIEN COMPTER** concerne les questions centrales que sont : la sécurisation de l'ensemble du processus électoral de 2010 avec la neutralité absolue des forces de sécurité, la formation et la sensibilisation des populations et des acteurs électoraux, l'intégrité des moyens de communication, la refonte de l'arsenal juridique par un audit fiable du cadre légal et réglementaire, le recensement et l'établissement d'un fichier électoral fiable, l'impartialité de la Cour constitutionnelle. A cet égard, le président du GRAD a dressé un constat « amer » de la l'état de la démocratie togolaise, situation qui rend encore plus complexes les échéances 2010.

Le **BIEN COMPTER** concerne également l'implication plus grande de la diaspora togolaise qui compte aujourd'hui près de 20% de la population poussée, pour la plupart sur les routes du monde par les violences récurrentes perpétrées à l'occasion des élections. Cette diaspora, on le sait, contribue au développement du pays par des aides multiformes qu'elle apporte pour améliorer le quotidien des Togolais. Elle pourra travailler selon des termes de référence précis et à partir d'un cahier de charges et d'une plate-forme commune mis en place dans le cadre de nouvelles formes de partenariat stratégique avec toutes les forces démocratiques nationales et internationales, le tout dans une perspective de mutualisation des ressources et des énergies. A cet égard, un appel a été lancé pour la participation massive de la diaspora togolaise en France au **Congrès mondial de la diaspora togolaise (CMDT)** prévu à Bonn, en Allemagne, les 25 et 26 juillet 2009.

Par ailleurs, **BIEN COMPTER** c'est reconnaître d'emblée, l'importance de l'émergence d'un « Front uni » destiné à arrêter en 2010, c'est-à-dire 20 ans après le déclenchement du processus démocratique au Togo, le processus de « monarchisation » du pouvoir et des manœuvres actuelles d'instrumentalisation de la population, via les chefs traditionnels. Le rôle catalyseur de la société civile a été reconnu.

Enfin, **BIEN COMPTER**, c'est prendre conscience du rôle mitigé joué par les organisations de la communauté africaine et internationale, dont certaines ont constamment validé et légitimé des élections pourtant notoirement frauduleuses. Il a été constaté que la levée de l'embargo de l'aide de la communauté internationale s'est faite sur la base de 22 recommandations de bonne gouvernance qui ne sont toujours pas réalisées à ce jour.

La conférence a été unanime à appeler à revisiter le système de l'observation des élections, avec des termes de référence rénovés et rendus publics avant l'envoi des missions d'observation. Il a été rappelé que les recommandations pacifiques et participatives des associations de la société civile de la CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest) mériteraient une meilleure prise en compte par la communauté africaine et internationale. Une synergie entre les OSC africaines et internationales devrait permettre de mieux faire entendre les voix des populations.

Les participants ont vivement salué la tenue de cette Conférence dans le site prestigieux de l'Assemblée nationale française et formé le vœu que les initiatives visant à unir les efforts des forces démocratiques puissent se poursuivre aussi bien sur le terrain qu'à l'extérieur.

RAPPORT GENERAL DE LA CONFERENCE

Conformément à l'agenda annoncé lors de sa 1^{ère} session le 14 février 2009, Synergie - Togo a tenu sa 2^{ème} conférence le samedi 16 mai 2009, dans les locaux de l'Assemblée nationale française, sous la présidence de Camille Lawson-Body, Président de Synergie - Togo, Karl Gaba, agissant comme modérateur de la séance.

Ouvrant les travaux, le **Président** a tenu à saluer les participants venus, une fois encore très nombreux, prendre part aux travaux de cette 2^{ème} session, organisée dans le site prestigieux de l'Assemblée nationale française. Au nom de la Conférence, il a adressé un vif remerciement aux parlementaires du groupe « Amitié France - Togo » de l'Assemblée nationale française qui a permis la tenue de ces assises dans ces locaux où se vivent concrètement, depuis des siècles, les principes fondamentaux de la démocratie.

Organisation de la société civile œuvrant en vue de l'avènement de la démocratie au Togo, Synergie - Togo a pour vocation de contribuer à rassembler les forces vives de la diaspora togolaise qui compte plus d'un million de personnes, soit le 1/6^e de la population togolaise.

Abordant les grandes lignes de la conférence fondatrice du 14 février, il a rappelé les principaux objectifs immédiats poursuivis par Synergie - Togo et qui sont concentrés dans la trilogie :

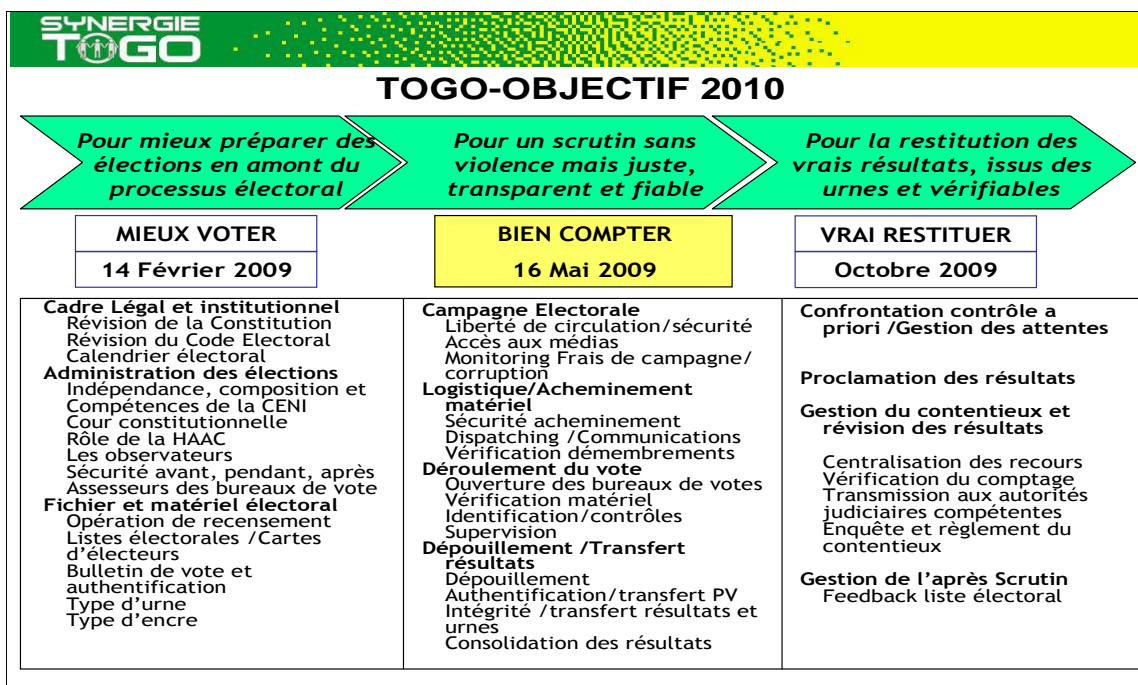
MIEUX VOTER, BIEN COMPTER, VRAI RESTITUER :

Trois éléments correspondant aux trois étapes essentielles du processus électoral que sont : la phase préélectorale, le déroulement des élections et la phase post électorale.

Le premier élément de cette trilogie, **Mieux Voter** correspond aux activités suivantes : révision du cadre légal et institutionnel, mise en place d'une administration des élections indépendante et compétente, recensement de la population, mise en place d'un fichier et des cartes électorales fiables, prise en compte des togolais de la diaspora.

Bien compter, 2^{ème} élément de la trilogie, suppose la sécurisation des électeurs et des urnes, un outil informatique et des moyens de communication adéquats au moment du décompte, la présence des médias, des représentants des partis, des associations, des observateurs internationaux, afin de garantir la transparence et la vérité des urnes.

Le dernier élément de la trilogie, **Vrai Restituer**, concerne la proclamation des résultats conformes à la vérité des urnes, en présence de personnalités assermentées, des observateurs et des médias nationaux et internationaux agissant comme témoins de la transparence de l'ensemble du processus.



Ayant fondé sa vision et son action, d'une part, sur les valeurs de solidarité, de paix, de démocratie et des droits de l'Homme et, d'autre part, sur une charte éthique mettant en avant des règles de conduite et de déontologie articulées autour des principes de transparence, de tolérance, d'efficacité, de professionnalisme et d'esprit d'équipe, Synergie - Togo, entend ainsi apporter sa pierre à l'avènement d'une véritable démocratie au Togo.

La session a été ensuite marquée par les conférences données par quatre orateurs :


- Cyril Kudjawu, membre de Synergie - Togo, Médecin ;
- Brigitte Améganvi, Vice-présidente de Synergie - Togo, Consultant en stratégie ;
- Victor Alipui, Président du Groupe de réflexion et d'action pour le dialogue, la démocratie et le développement (GRAD), Ancien Ministre de l'économie et des finances du Togo ;
- Yves Ekoué Amaïzo, Directeur du Groupe de réflexion, d'action et d'influence
- « AFROLOGY ».

Pour **Cyril Kudjawu**, considéré sous l'angle du monitoring du déroulement du scrutin, le thème **Bien Compter**, suppose que soient réunies quatre conditions essentielles.

Tout d'abord les questions de **sécurité** avant, pendant et après le scrutin, restent une préoccupation majeure, ainsi qu'il ressort du rapport du séminaire sur « le contentieux électoral dans la perspective du perfectionnement des scrutins ultérieurs », tenu en mars 2009 à Lomé. Celui-ci indique clairement la nécessité du renforcement du dispositif de sécurité, en hommes et en matériel. Toutefois, pour le conférencier, cette proposition doit s'accompagner d'une profonde mutation des mentalités des forces de sécurité affectées à cette mission, en termes de neutralité et d'impartialité. Les images d'enlèvements d'urnes lors des précédents processus électoraux sont encore dans toutes les mémoires.

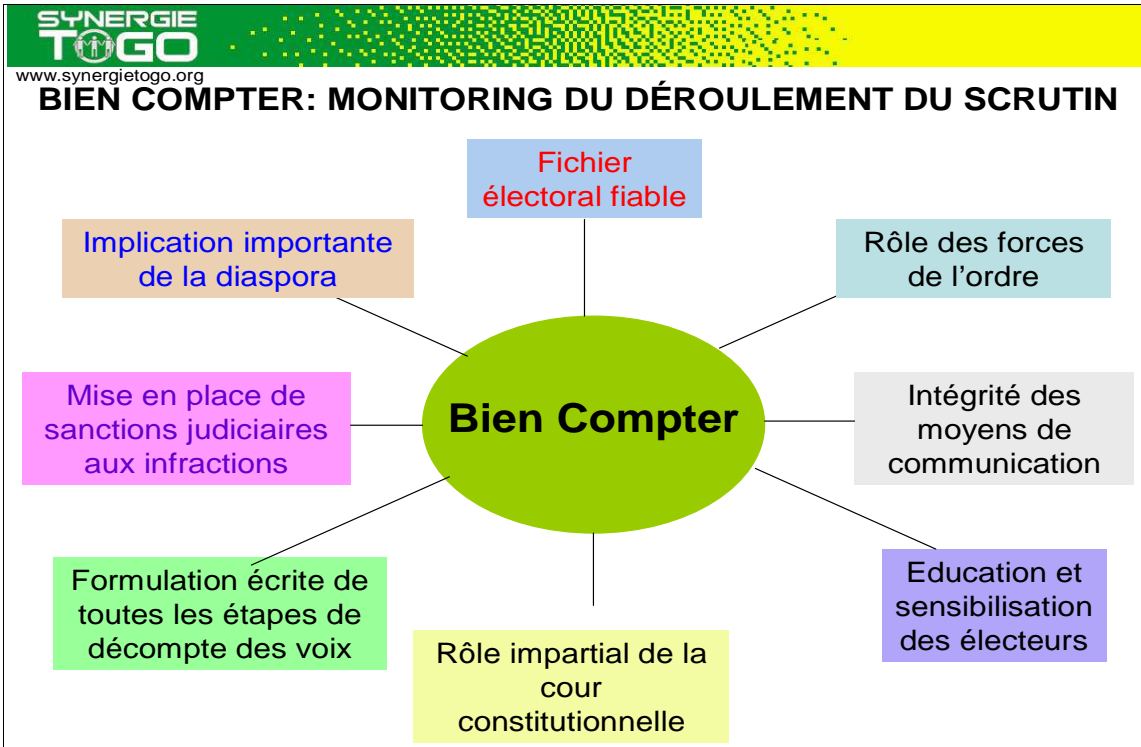
Ensuite, le respect strict, par l'ensemble des acteurs, du **cadre légal** rénové et du **chronogramme** consensuellement accepté et comprenant les différentes étapes du déroulement du scrutin : ouverture et fermeture des bureaux de vote, acheminement des bulletins de vote et des urnes en nombre suffisant, conformément à l'état réel du corps électoral par préfecture, par bureau de vote : recensement de la population, mise au point du fichier électoral ; actions de formation et de

sensibilisation des acteurs électoraux et des électeurs ; affectation de ressources humaines compétentes et de moyens matériels en nombre suffisant, opération de dépouillement dans les lieux habilités pour cela et en présence des représentants des partis, intégrité des moyens de communication (téléphone, internet, fax, radios) ; validation et transfert sécurisé des procès verbaux dûment signés par les représentants des partis.

 www.synergietogo.org	
MONITORING DU SCRUTIN	
Thèmes	Diagnostic
Sécurité physique	Manque de neutralité de la grande muette
Les textes de loi	Jamais ou peu respectés
Fichier électoral	Estimation et non recensement
Menace et corruption	Population vulnérable
Observateur international	Départ avant la fin du décompte final
Organisation matérielle	Des règles qui changent en cours de route
Moyens de communication	Coupure, augmentation des prix
Procès verbal (PV)	PV non retrouvés
Formation des votants	Annulation de bulletins de vote

Par ailleurs, suivi diligent du **contentieux électoral** par la Cour constitutionnelle qui doit dire le droit pour l'ensemble de la population et non pour un parti.

Dans ce dispositif, **Synergie - Togo s'engage à développer des actions dans le cadre d'un partenariat stratégique** avec les organisations de la société civile, les acteurs publics et privés ainsi que les organisations régionales et internationales qui souhaitent véritablement aider le Togo à organiser des élections justes, démocratiques et transparentes. A cet égard, elle compte interpellier les acteurs concernés pour un audit du cadre légal et réglementaire des élections, le respect des règles du jeu établies consensuellement, l'observation des élections dans un cadre rénové, la participation aux opérations de formation, de sensibilisation et d'observation, la mobilisation de moyens humains et matériels divers, pour appuyer le dispositif mis en place sur le terrain.



S'agissant des grandes lignes de la plate-forme de Synergie - Togo, thème abordé par Brigitte Améganvi, il a été clairement indiqué que l'initiative de Synergie - Togo ne s'inscrivait pas en concurrence de celle déjà engagée notamment dans la perspective du Congrès mondial de la diaspora togolaise. Il s'agit plutôt d'une ambition traduite dans un plan d'actions destiné à créer les bases permettant à ceux qui le souhaitent d'aller aux élections dans des conditions de justice, de transparence et d'équité. Articulée autour de l'objectif - Togo 2010, cette ambition s'inscrit dans le prolongement des avancées réalisées lors des législatives de 2007 qu'il faut amplifier, conformément aux recommandations pertinentes formulées notamment par l'Union européenne et la Francophonie.

A cette fin et en tant qu'organisation de la société civile, Synergie - Togo s'engage à participer aux actions suivantes :

- Education civique très en amont du processus électoral jusqu'au jour du scrutin ;
- Etablissement d'une plate-forme regroupant les organisations de la société civile, notamment autour des axes de travail concernant : les réformes du cadre légal en liaison avec le processus Vérité, Justice, Réconciliation et la mise en place des termes de référence de l'observation des élections ; la mise en place de mécanismes internationaux de soutien à la société civile ; l'expertise des textes et du fichier électoral ;
- Poursuite de la réflexion sur la légitimité de la diaspora (20% de la population togolaise) à prendre toute sa place dans le débat sur le processus démocratique au Togo à travers les actions spécifiques suivantes : mise en place d'un cahier des charges déclinant les actions à destination, d'une part, de la société civile et des institutions nationales et, d'autre part, de la communauté internationale (Union européenne, Francophonie, Union africaine) et des Organisations internationales non gouvernementales (OING) ; mobilisation de la diaspora en faveur du monitoring des élections dans les différentes étapes de la trilogie : Mieux Voter, Bien Compter, Vrai Restituer ;
- Plaidoyer en faveur d'un scrutin à deux tours, sans violence militaire ou para militaire ;
- Interpellation des autorités françaises et celles de l'Union européenne sur les engagements qu'elles ont pris en faveur de la rénovation de la politique africaine.

En conclusion, Synergie - Togo lance un double appel :

- En direction des associations : pour qu'elles adoptent, d'une part, la charte éthique mise au point par Synergie - Togo pour préserver l'intégrité de la démarche collective et de ses membres et d'autre part, la plate-forme qu'elle propose pour rassembler et mutualiser les énergies et les ressources ; une fiche (Qui fait quoi ?) récapitulant les actions conduites par quelques organisations a d'ores et déjà été établie : Ainsi :
 - Le Mouvement de la diaspora togolaise en Europe (MDTE) devrait poursuivre la réflexion et l'action sur la place de la diaspora dans le débat sur le processus démocratique au Togo ;
 - Synergie - Togo s'engage à établir un cahier des charges de la diaspora pour des élections libres démocratiques et transparentes ;
 - Le Comité pour la démocratie et liberté au Togo (CDLT) devrait participer aux actions à destination de la communauté internationale et des OING ;
 - Le Groupe de réflexion et d'action pour le dialogue, la démocratie et le développement (GRAD) se propose de coordonner les actions de la société civile et des institutions nationales opérant sur le terrain ;
 - Afrology, le Groupe de réflexion, d'action et d'influence, se propose de poursuivre ses actions de sensibilisation et d'influence des principaux acteurs de la communauté internationale et africaine afin de convaincre que le coût de la vérité des urnes au Togo est substantiellement moindre que celui de l'inversion des résultats. A ce titre, la neutralisation de la neutralité des urnes au Togo ne favorise, ni la stabilité à moyen terme, ni la sécurisation, ni la fin de l'arbitraire comme mode de gouvernance.
 - Des associations pourront s'engager sur des actions comme « les engagements de la diaspora en faveur du monitoring des élections : Bien Compter, Vrai Restituer....
- En direction des personnes individuelles : pour qu'elles adhèrent massivement à Synergie - Togo ou à d'autres associations de la diaspora togolaise, afin d'augmenter nos moyens d'actions et notre capacité d'influence.



TOGO-OBJECTIF 2010: PLATE-FORME DE LA DIASPORA TOGOLAISE POUR DES ÉLECTIONS CRÉDIBLES EN 2010

Un plan d'actions participatives incluant :

1. Une réflexion sur la légitimité de la diaspora à prendre part au débat sur le processus démocratique au Togo
2. Un cahier des charges de la diaspora pour des élections libres et démocratiques
3. Des actions à destination de la communauté internationale et des OING
4. Des actions à destination de la société civile et des institutions togolaises
5. Des engagements de la diaspora en faveur du monitoring des élections (Bien Compter) et du Vrai Restituer

Le quatrième exposé avait pour thème le « **Rôle de la société civile togolaise dans les enjeux 2010** ». Partant du bilan de la situation au Togo et du « constat amer » qui en résulte, presque 20 ans après le déclenchement, le 5 octobre 1990, du processus de démocratisation et à la suite de nombreux rendez-vous manqués, Victor Alipui considère que les Togolais qui aspirent ardemment à la liberté, à la démocratie, à l'Etat de droit et au progrès économique et social sont aujourd'hui très inquiets. En dépit des nombreux accords signés sous l'égide de la communauté internationale, les processus électoraux se sont toujours soldés par des fraudes, des coups de force et des violences récurrentes organisées par le système en place. Dans cette situation, malgré la détermination profonde du peuple togolais d'en finir avec le pouvoir soutenu par certains pays étrangers, l'opposition démocratique n'a pas toujours su présenter un « front uni » capable de faire échec au système qui a engagé, depuis le 5 février 2005, un nouveau processus : celui de « monarchisation » de la République Togolaise. Face à cette nouvelle étape du pouvoir héréditaire qui ne peut que perpétuer la tyrannie, les Togolais doivent poursuivre leur combat afin de sauvegarder la démocratie et les principes républicains pour lesquels tant de femmes et d'hommes ont versé leur sang.

C'est pourquoi, les élections présidentielles de 2010 constituent un enjeu essentiel qui doit ouvrir une nouvelle ère au Togo, celle de la liberté, de la démocratie et d'un véritable Etat de droit. Dans la vision du GRAD, elles doivent marquer le début d'une véritable transition politique permettant au peuple togolais de mettre en place une Assemblée constituante ainsi qu'un système politique correspondant le mieux à ses aspirations.

En tant que force progressiste de la société civile, le GRAD entend jouer pleinement son rôle, aux côtés d'autres forces progressistes, dans l'ensemble du processus électoral : la préparation, le déroulement et la proclamation des résultats. A cet égard, le GRAD salue l'initiative de la tenue de cette conférence. Cette initiative prise par Synergie - Togo ouvre de toute évidence la perspective de la mise en place d'un réseau et d'une plate-forme destinés à rassembler les organisations engagées dans le même combat pour l'avènement de la démocratie au Togo. La plate-forme à créer doit s'inscrire dans une perspective de longue durée. En conséquence, en amont comme en aval du processus électoral, il s'agit de s'organiser et d'agir dès maintenant afin de déjouer toutes les manœuvres qui seront mises en place pour frauder et « gagner » une fois encore les élections. En s'inspirant des élections passées, le GRAD peut affirmer que, organiser des élections libres, transparentes et crédibles au Togo, relève d'une entreprise difficile. Toutes les missions d'observation des élections au Togo aboutissent aux mêmes conclusions concernant les anomalies et les irrégularités. Pour sa part, l'Accord politique global (APG) signé le 20 août 2006 à l'issue du dialogue intertogolais a formellement demandé qu'il soit procédé à des réformes constitutionnelles et institutionnelles en vue d'un processus électoral transparent, juste et démocratique. A quelques mois des élections présidentielles de 2010, le GRAD ne peut que dresser ce constat amer, la plupart des recommandations tant de la communauté internationale que celles de l'APG, n'ayant pas été mises en œuvre.

En conséquence, les forces démocratiques doivent poursuivre leurs actions et exiger l'instauration d'un mode de scrutin à deux tours, pour éviter que le président élu ne le soit par une minorité. Par ailleurs, la refonte du cadre électoral constitue un impératif, tout comme l'audit du fichier électoral, du système informatique et de centralisation des résultats. Les efforts de la société civile et des forces démocratiques doivent également porter notamment sur le processus de confection du fichier électoral, de la saisie jusqu'à l'édition et la sécurisation des cartes électorales, la transmission des données des CELI vers la CENI, la centralisation et l'affichage en temps réel des résultats des élections. Par ailleurs le GRAD propose que, six mois avant les élections, soient arrêtés, d'accord commun, les noms des représentants des partis dans les bureaux de vote, selon la répartition suivante :

- pour les présidences : moitié pour l'opposition, moitié pour le pouvoir ;
- pour les membres : deux pour l'opposition, deux pour le pouvoir.

Une formation minimale doit être envisagée tant par les partis que par l'administration pour les différents acteurs, y compris les jeunes chômeurs et les conducteurs de taxis-motos pour qu'ils contribuent efficacement à l'objectif de faire « bien voter » les citoyens, d'aider à « mieux compter » les votes et de « vrai restituer » les résultats.

RECOMMANDATIONS DE LA MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU TITRE DE L'ÉDUCATION CIVIQUE ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (LEGISLATIVES DE 2007)

- ❖ Etablir **une stratégie à plus long terme** concernant l'éducation civique des populations...
- ❖ Favoriser l'établissement **d'une plate-forme/forum des organisations de la société civile au plan électoral** afin de développer le rôle de celle-ci :
 - ✓ dans le domaine de l'observation électorale,
 - ✓ dans celui de la **promotion des réformes et de la surveillance de la préparation des élections dans les phases les plus antérieures.**
- ❖ Revoir les **mécanismes de soutien internationaux à la société civile** afin de permettre :
 - ✓ **Une observation moins spécifiquement centrée sur le déroulement du jour du scrutin,**
 - ✓ Ne nécessitant pas obligatoirement que **la priorité soit donnée aux aspects quantitatifs.**
- ❖ **Il serait recommandable que les observateurs nationaux aient une capacité étendue à suivre le déroulement de la campagne électorale, les préparatifs finaux des élections et la centralisation des résultats**


Enfin, s'agissant de la plate-forme, le GRAD formule d'ores déjà les propositions suivantes :

- formation des observateurs, des délégués des partis politiques, des observateurs nationaux indépendants ;
- mise en place d'un dispositif de sécurité neutre et fiable ;
- formulation des termes de référence de l'observation internationale ;
- participation à l'organisation des bureaux de vote, à la sécurisation des urnes et des bulletins de vote, à la centralisation des résultats, au traitement des procès verbaux, au dépouillement et à la proclamation des résultats.

Pour le rendez-vous historique de 2010, et dans toutes les étapes du processus, le GRAD est convaincu du rôle catalyseur de la société civile togolaise, en partenariat privilégié avec toutes les forces progressistes, dont Synergie - Togo et les organisations de la diaspora togolaise dans le monde, le but étant de faire de ces échéances, le rendez-vous de la GRANDE VICTOIRE du peuple togolais pour la LIBERTE.

Sur le thème de **l'observation des élections et la société civile internationale**, partant du constat de l'impossible alternance au Togo depuis 1967, des nombreuses modifications de la Constitution de 1992 (27 au total), de l'échec des tentatives d'alternance pacifique, du nombre très élevé de victimes des actes de violences, **Yves Ekoué Amaïzo**, considère d'emblée qu'il est urgent de « s'organiser en synergie » pour faciliter l'avènement de la vérité des urnes au Togo. En effet, en dépit d'une « stabilité politique » depuis 40 ans au Togo, malgré le nombre de partis politiques (plus de 80 pour environ 5 millions d'habitants non compris la diaspora), malgré la présence d'observateurs internationaux lors de différents scrutins, les élections ont toujours donné l'avantage au statu quo, c'est-à-dire à la « stabilité politique » au détriment de la vérité des urnes et des questions centrales de la démocratie et du développement économique et social. Les élections présidentielles de 2005 n'ont pas échappé à ce paradoxe qui a été confirmé par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec l'appui complaisant de certains pays occidentaux, pourtant riches et démocratiques, qui tolèrent ces déviations diverses et multiples au Togo.


Certains pays occidentaux ont néanmoins compris ce système de légitimation et des fractures apparaissent ainsi dans l'unité affichée de la communauté internationale. Nombreux sont les Togolais qui ont eux aussi compris cette logique prédatrice et ils ne croient plus aux pressions extérieures pour l'avènement de la démocratie au Togo. C'est dans ce contexte que s'inscrit la volonté exprimée par les Togolais de ne plus accepter les blocages qui ont conduit à la neutralisation du processus démocratique et d'alternance au Togo. Cette volonté ne doit pas être comprise comme une attaque contre le pouvoir en place, mais comme une recherche de la vérité et de la transparence dans l'expression de la souveraineté populaire et cela passe par un processus électoral exemplaire, dans toutes les étapes du processus. Les organisations de la société civile internationale doivent ici jouer leur rôle en alertant les dirigeants nationaux, régionaux et internationaux, même si la plupart des missions d'observation ont partiellement failli dans leur mandat d'aider à l'émergence de la vérité des urnes, comme oublier de compter la Diaspora, ceux qui peuvent compter.





VERITE DES URNES AU TOGO : POSSIBLE EN 2010

- ❖ **La stabilité politique n'est pas plus prioritaire que la vérité des urnes, au contraire**
- ❖ C'est la vérité des urnes qui conduit à la stabilité politique en facilitant :
 - o Les alternances politiques pacifiques
 - o Le retour de la confiance des communautés togolaises et internationales
- ❖ Favoriser le processus de création de richesse endogène avec le soutien de la Diaspora conduira à faire émerger une croissance économique partagée



- ❖ **Convaincre le Gouvernement togolais d'accepter de confier en partenariat tout le processus d'organisation, de comptage, de restitution et de validation des élections présidentielles de 2010 à une équipe d'intervenants neutres**

A quoi peut donc servir une mission d'observation ? A quoi est dû l'échec partiel de la société civile organisée au sein de la « Coalition Togo » lors des élections 2005 ? La vérité des urnes est-elle possible au Togo ? Tels sont les questionnements auxquels il faudra tenter de répondre pour améliorer le professionnalisme et accroître les capacités de la société civile, en s'appuyant sur les bonnes pratiques des organisations intergouvernementales comme celles du système des Nations Unies. Même si personne n'ose qualifier le Togo d'aujourd'hui de « démocratie », système qui, sous l'apparence d'une démocratie utilise des formes déviantes de la dictature et limite ainsi discrètement l'exercice des droits des citoyens à travers les urnes. Les caractéristiques d'une telle déviation sont malheureusement persistantes au Togo. On le voit notamment à travers la non application par le pouvoir de plusieurs des engagements et des recommandations de la communauté internationale. Bien que parfaitement consciente de cette situation, la communauté internationale s'est laissée entraîner depuis 40 ans dans les manœuvres dilatoires du pouvoir. C'est ici qu'intervient le rôle de la diaspora togolaise qui a une bien meilleure connaissance du système en place et qui peut ainsi éclairer l'opinion internationale sur les réelles intentions de maintien du statu quo du pouvoir.

S'agissant de la mission d'observation du processus électoral (MOPE), celle-ci devrait en principe couvrir la période avant, pendant et après la déclaration des résultats. Elle doit ainsi veiller en amont à limiter les possibilités de déviations et de fraudes en vérifiant le suivi qui a été donné à leurs précédentes recommandations, en intervenant dans la formation des acteurs électoraux et dans l'audit du cadre légal et réglementaire et celui du fichier électoral, en appuyant les principaux acteurs de la CENI, des CELI, de la Cour constitutionnelle, etc, par leur présence et leurs conseils

avisés jusqu'au dépouillement et à la proclamation des résultats. Certes, du fait de leur nature intergouvernementale et de leurs propres référentiels, les missions d'observation mandatées par les organisations intergouvernementales ne peuvent pas être totalement neutres. D'où l'importance de la mise en place très en amont, des termes de référence de la mission d'observation, en concertation avec le pouvoir, les partis de l'opposition et la société civile. Dans le cadre de l'application des principes de transparence, les termes de référence doivent être publiés. La Diaspora peut ici contribuer à sensibiliser et à informer les différents acteurs. Elle peut, le cas échéant, participer aux missions d'observation mandatées par la communauté internationale.

Quant à l'échec partiel de la « Coalition Togo » constituée par 8 organisations de défense des droits humains lors des élections présidentielles de 2005 qui ont par ailleurs contribué à la mise en œuvre des 22 engagements, Yves Ekoué Amaïzo, estime qu'il est essentiellement dû à des formes d'observations gênantes pour le pouvoir en place qui a donc usé de sa prérogative pour surseoir aux demandes des organisations de la société civile dès lors qu'elles ne sont pas l'émanation de l'Etat ou acceptables par cette dernière. Ainsi, à partir des engagements actualisés proposés tant par la Coalition que par les internautes d'Afrology, il a été observé en mai 2009 que bien des progrès restent encore à accomplir, malgré quelques efforts consentis au plan du dialogue-concertation par le gouvernement. Le tableau récapitulatif établi à cet effet montre clairement l'importance des obstacles qui restent à franchir pour la pleine réalisation des 22 engagements et, en conséquence, les chances d'un système de restitution des résultats des élections conformes à la vérité des urnes.

En conclusion, Yves Ekoué Amaïzo insiste sur le besoin des organisations de la société civile internationale (OSCI) de "compter avec" et non de "constater avec" les résultats des urnes. Par ailleurs, il formule les propositions suivantes à l'attention des organisations de la société civile internationale (OSCI) et de la diaspora :

- mettre en place des démarches différenciées selon les partenaires : bilatéraux, multilatéraux, organisations de la société civile internationale ;
- publier les termes de référence de l'observation ;
- éviter les pièges de la requête officielle ;
- construire un partenariat stratégique entre la société civile et les organisations multilatérales (ONU, Union européenne, Organisation Internationale de la Francophonie, Union africaine) en vue du renforcement du professionnalisme par le partage de connaissances et de bonnes pratiques ;
- solliciter l'appui financier et multiforme des pays ayant une tradition de neutralité comme l'Autriche, la Finlande et le Luxembourg ;
- renforcer les liens entre Synergie - Togo et l'Association France - Togo ;
- mutualiser les démarches entreprises par Synergie - Togo, le Mouvement Citoyen de la diaspora togolaise en Europe (MDTE), le Groupe de réflexion et d'action pour le dialogue, la démocratie et le développement (GRAD), le Groupe de réflexion, d'action et d'influence (AFROLOGY) et toute autre organisation de la société civile qui souhaite s'associer au projet TOGO - Objectif 2010 et au-delà ;
- organiser un plan média avec les professionnels indépendants de la communication qui souhaitent apporter leur savoir-faire au processus 2010 ;
- inviter tous les acteurs de la politique togolaise, y compris le parti au pouvoir, à s'exprimer clairement sur leurs intentions concernant la transparence, la sécurité, et la vérité des urnes dans le processus électoral 2010 ;
- Adapter un abrégé de l'observation électorale à l'intention des OSCI à partir des manuels existants dans les organisations régionales et internationales.

Pour 2010, il devient urgent d'adopter un nouveau partenariat électoral pour la refondation démocratique au Togo.

ECHEC PARTIEL DE LA COALITION-TOGO

- ❖ Mauvaise appréciation du rapport de force avec le pouvoir togolais
- ❖ Paradoxe de la légitimation du pouvoir par les puissances occidentales
- ❖ Absence de relais puissants et de synergie avec les OSC africaines et régionales indépendantes
- ❖ Tombé dans le piège du syndrome du “chien aboie, la caravane passe”
- ❖ Limites de la combativité et de la résistance d’une population dont l’estomac est vide...

CORRECTIONS A APPORTER POUR 2010

- ❖ Nouveau partenariat entre OSCI, Organisations inter-Etats, Diaspora indépendants
- ❖ Permettre de vraies négociations et non des concertations fondées sur un unilatéralisme non constructif

La session a permis de poursuivre le dialogue avec les participants sur les perspectives 2010 et plus généralement sur la situation économique et sociale préoccupante du Togo, de recevoir des messages d’appui et d’encouragement à Synergie - Togo de la part de nombreuses organisations, d’avoir des échanges de vues très riches et très utiles avec les représentants d’autres organisations de la société civile et des partis politiques.

Ainsi, au nom du Mouvement citoyen de la diaspora togolaise en Europe (MDTE), du Comité pour la démocratie et la liberté au Togo (CDLT) et du Congrès mondial de la diaspora togolaise (CMDT), **Martin Amouzou** a souligné le caractère à la fois urgent et incontournable de la mutualisation des moyens et des compétences des organisations de la diaspora pour inscrire plus résolument cette communauté dans l’Objectif - Togo 2010, en s’inspirant des leçons du passé et celles des pays voisins, notamment le Bénin. Il a cité à cet effet les récentes assises des Béninois de France, qui se sont tenues récemment à Paris, avec la participation des représentants du pouvoir, autour du sujet concernant la démocratie au service du peuple. Cet exemple illustre à lui seul tout le chemin qui reste à parcourir au niveau du Togo. Martin Amouzou a ensuite appelé les participants à se mobiliser en nombre pour prendre part au Congrès mondial de la diaspora togolaise, prévu les 25 et 28 juillet 2009 à Bonn, en Allemagne (site internet : [http:// www.cmdtogo.org](http://www.cmdtogo.org)).

Au terme des travaux, la Conférence a vivement remercié les parlementaires français et le groupe d’amitié parlementaire France - Togo pour l’attention soutenue qu’ils n’ont cessé d’accorder au problème togolais et pour les appuis multiformes et inestimables qu’ils apportent aux Togolais dans leur combat pour qu’advienne la démocratie et le progrès économique et social auxquels le Togo aspire depuis des décennies.

La Conférence a en outre adopté par acclamation les conclusions de la session ainsi qu’une résolution marquant l’événement historique que constitue la tenue d’une conférence au sein du site prestigieux de l’Assemblée nationale française. Cette résolution portant sur les élections présidentielles de 2010 au Togo sera adressée à tous les acteurs de la vie politique togolaise, ainsi qu’à tous les responsables des organisations internationales et partenaires de la société civile.

L’ordre du jour étant épuisé, le Président de Synergie - Togo, Camille Lawson-Body, se félicite de l’organisation parfaite des travaux de cette 2^{ème} Conférence. Il remercie vivement les participants et lève la séance.